

Initiatives ministérielles

ner avec autant de précision possible jusqu'à combien on est prêt à casquer pour faire des cadeaux aux partisans du régime. C'est de l'intérêt public de connaître ces choses, parce que c'est de son bien dont on disposait de pareille façon, par dilapidation et magouillage.

Il est également de l'intérêt public de connaître tous les personnages qui ont participé à ces transactions, comme il serait de l'intérêt public d'apprécier de quelle façon ils ont conduit ces transactions, à maints égards, sinueuses et irrégulières. Cette information publique dépend d'une enquête en profondeur que le gouvernement doit ordonner.

Pour l'instant, nous ne pouvons que situer les acteurs importants dans l'affaire Pearson et constater que tous ont un lien, soit avec le Parti conservateur, soit avec le Parti libéral. Ainsi, Claridge Properties Inc. est une société appartenant à Charles Bronfman, dont la parenté avec le Parti libéral du Canada est de notoriété publique. Le sénateur Léo Kolber était administrateur de Claridge lors de la signature de l'accord, et c'est à sa résidence qu'il recevait, durant la campagne électorale, à 1000 \$ le couvert, entre autres, M. Bronfman et l'actuel premier ministre.

Herb Metcalfe, qui a agi comme lobbyiste pour Claridge, est un ancien organisateur de M. Chrétien tandis que Ramsey Withers, qui était sous-ministre des Transports durant le processus d'appel d'offres concernant le terminal 3, agissait aussi comme lobbyiste reconnu pour ses liens étroits avec l'actuel premier ministre.

Chez Claridge, histoire d'équilibrer le rouge et le bleu, il y avait aussi des lobbyistes conservateurs participant au dossier: Pat MacAdam, ami de collègue de Brian Mulroney, Bill Fox, ancien attaché de presse et ami personnel de Brian Mulroney et finalement Harry Near, reconnu comme un militant conservateur de longue date.

Du côté de chez Paxport Inc., les amitiés conservatrices ne sont pas en reste, même si on la dit également liée au Parti libéral du Canada. On y retrouve Don Matthew, qui fut président de la campagne au leadership de Brian Mulroney, président du Parti conservateur et président des campagnes de financement. L'ancien chef de cabinet de Brian Mulroney, Fred Doucet, agit comme lobbyiste conservateur pour le compte de Paxport durant l'épisode où se forme le consortium avec Claridge. D'autres lobbyistes comme Bill Neville, Hugh Riopelle et John Llegate ont tous la réputation de jouir d'entrées directes au sein du cabinet Mulroney.

À la lumière de ces informations qui s'ajoutent aux faits troublants soulevés par le rapport Nixon, le gouvernement ne peut se contenter de balayer le dossier sous le tapis, comme il veut le faire avec le projet de loi C-22.

• (1550)

M. Nixon parle de manipulation politique dans son rapport, ce qui est un grave constat. Allons-nous continuer dans le même sens en remettant au ministre, sous le couvert de l'article 10, un chèque en blanc pour le paiement d'indemnités, et cela à sa discrétion? Le rapport Nixon nous indique que des financiers, contribuables, lobbyistes ont essayé de nous rouler dans ce projet, nous tous contribuables québécois et canadiens; allons-nous les aider à le faire encore davantage?

Non, et je termine là-dessus, le contribuable a déjà trop payé, et de plus, il doit savoir pourquoi. Aussi faut-il rejeter le projet de loi C-22 et procéder rapidement à une commission royale d'enquête.

M. Maurice Dumas (Argenteuil—Papineau): Monsieur le Président, le lobbying a sensiblement évolué depuis quelques années et s'est transformé véritablement vers le début des années 1970. Avant, les Canadiens pensaient qu'il n'existait pratiquement pas et ce sujet n'était pas souvent discuté. Cependant, vers le début des années 1980, le lobbying a fait partie du processus décisionnel fédéral.

Dans le fameux livre rouge libéral, on insiste sur une plus grande transparence afin de redonner une plus grande confiance au gouvernement. Cependant, le rapport Nixon mentionne que certains membres de personnel politique ont démontré un intérêt démesuré pour la transaction de l'aéroport Pearson. Robert Nixon dans son rapport a déclaré, et je cite: «Mon examen m'a mené à une seule conclusion: valider un contrat inadéquat comme celui-là, qui a été conclu de façon si irrégulière et, possiblement, après manipulation politique, serait inacceptable.»

Maintenant, je vais vous présenter un bref historique sur l'évolution du lobbying avant de vous entretenir sur les véritables acteurs de l'aéroport Pearson.

Inutile de le rappeler, puisqu'il s'agit d'un sujet d'actualité suite au décès de Richard Nixon, le scandale du Watergate aux États-Unis dans les années 1970, scandale qui a ébranlé la confiance de nos voisins du Sud dans le système politique. Doit-on également rappeler un des premiers scandales politiques au Canada dans les années 1870, celui du Canadien Pacifique qui consistait en l'octroi de dons à la caisse électorale? D'ailleurs, sir Alexander Mackenzie avait axé sa campagne électorale libérale sur l'honnêteté, entraînant par le fait même la défaite du gouvernement de sir John A. Macdonald.

Par la suite, sous le gouvernement du Parti conservateur, on entreprit l'élaboration d'une loi énonçant les principes directeurs d'un système d'enregistrement des lobbyistes. Son fondement fut le projet de loi C-82, intitulé maintenant Loi sur l'enregistrement des lobbyistes, ci-après loi C-44, sanctionnée le 13 septembre 1988 et en vigueur le 30 septembre 1989. Cette loi fut amendée par la suite par le projet de loi C-76 adopté le 22 février 1993.

Posons-nous la question: Qu'est-ce qu'un véritable lobbyiste? On peut le définir comme une personne ou une société qui, contre rémunération ou autre avantage, représente un client auprès des ministres et des fonctionnaires. Les principes de base peuvent se résumer ainsi: accessibilité du public auprès du gouvernement; transparence des activités auprès des gouvernements; simplicité de l'administration du système.